

## LES MACHINES AGRICOLES

## LES RÉPONSES DES COMPAGNIES AU SUJET DE LA HAUSSE DES PRIX

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Ed Schreyer (Springfield):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Il y a déjà plusieurs jours, on a demandé au ministre s'il serait disposé à déposer les réponses qu'il a reçues des compagnies de machines agricoles. Il a répondu qu'il étudierait volontiers cette demande. J'aimerais maintenant lui demander s'il est disposé à déposer sa correspondance avec ces compagnies?

**L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Agriculture):** J'étudie encore la question, monsieur l'Orateur.

## LES SUBSIDES

La Chambre se forme en comité des subsides sous la présidence de M. Batten.

## MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE

## CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES, Y COMPRIS LE CONSEIL DE LA RECHERCHE MÉDICALE

**M. le président:** Les crédits du Conseil national de recherches, y compris le Conseil de la recherche médicale, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1967. Quand le comité s'est ajourné hier, nous discutons le crédit 10.

Il nous restait encore à adopter les crédits suivants:

10. Bourses d'études et subventions d'aide à la recherche, \$41,000,000.

10a. Bourses d'études et subventions d'aide à la recherche, \$5,500,000.

15. Aide aux recherches industrielles, selon les modalités et conditions approuvées par le gouverneur en conseil, y compris l'autorisation, nonobstant l'article 30 de la Loi sur l'administration financière, de prendre des engagements pour l'année financière en cours d'un maximum de \$6,000,000, \$4,500,000.

## INDUSTRIE

15c. Autorisation nonobstant l'article 30 de la Loi sur l'administration financière d'augmenter de \$125,000,000 le total des engagements de l'année financière courante et des années subséquentes en vue d'accorder des subventions à l'expansion en vertu de la Loi stimulant le développement de certaines régions, \$1,000,000.

L35a. Pour étendre la portée du crédit L35 du Budget principal des dépenses de 1965-1967 pour procurer de l'aide aux fournisseurs canadiens de matériaux et aux fabricants d'outillage pour l'industrie de l'automobile en considérant ces fournisseurs et ces fabricants comme des manufacturiers de produits de l'automobile pour les fins du crédit et pour accroître à \$40,000,000 l'autorisation de prendre des engagements pour les fins du crédit au cours de l'année courante et des années suivantes; montant supplémentaire requis, \$6,400,000.

**M. le président:** Cela complète les crédits du ministère de l'Industrie.

## LE COMMERCE

Administration générale—

1. Administration centrale, y compris les cotisations à payer aux organismes internationaux énumérés dans le détail des affectations, \$6,664,500.

**M. le président:** Le crédit 1 est-il adopté?

**L'hon. M. Starr:** Monsieur le président, je me demande si le ministre a quelque chose à ajouter sur ce crédit?

**L'hon. M. Winters:** Monsieur le président, j'aimerais faire quelques remarques, si le comité est disposé à les écouter alors que notre étude des crédits est déjà avancée. En mai, lorsque de hauts fonctionnaires du ministère et moi-même avons témoigné devant le comité des finances, du commerce et des questions économiques, j'ai analysé d'une façon assez circonstanciée le fonctionnement des diverses directions du ministère du Commerce. Nous avons, au cours d'intéressantes délibérations, concentré notre attention sur les politiques d'exportation et les techniques de stimulation des ventes et étudié très à fond le programme qu'indiquent les prévisions budgétaires dont la Chambre est présentement saisie.

• (11.50 a.m.)

J'ai noté avec satisfaction que le comité approuvait les efforts persistants des délégués commerciaux du Canada afin de stimuler les échanges extérieurs et recommandait aux divisions du ministère de continuer à promouvoir la plus intensément possible nos exportations. Pour élargir le cadre des divers aspects de notre service des délégués commerciaux, nous faisons maintenant plus d'efforts pour encourager les jeunes filles à présenter des demandes. J'espère que des candidats qualifiés et convenables se présenteront.

L'importance de notre commerce d'exportation pour l'économie nationale est bien admise. Tenant compte de tous les domaines d'intensification du commerce d'exportation et d'application de la politique, le ministère s'intéresse surtout à déployer le personnel et les ressources financières dont il dispose selon les priorités qui tiennent compte des changements constants des relations commerciales et des rapports d'échange ainsi que des variations de l'offre et de la demande. Nous nous sommes fixés pour but de ne négliger aucun secteur de notre économie où nous voyons des possibilités d'exportation. Nous nous attachons particulièrement aux marchés étrangers où le profit virtuel est élevé. Nous concentrons nos plus grands efforts sur les secteurs qui nous rapportent le plus en matière d'exportation, pour les dépenses engagées.

Jusqu'à aujourd'hui, en 1966, les exportations ont augmenté de 20 p. 100 par rapport à celles de la même période il y a un an, ce qui